

qui se sont dérobés à leur devoir, à condition qu'ils y reviennent d'ici au 24 août inclusivement. Passé cette date, ils seront passibles des sanctions sévères de la loi que le gouvernement est décidé à leur infliger. Espérons, avec tous les organes de la saine opinion, que cette voix sera entendue et qu'elle aura plus d'influence que les conseils criminels qui ont égaré bien dangereusement quelques-uns de nos jeunes compatriotes.

—Le Premier Ministre du Canada adresse un message aux troupes canadiennes les assurant que nous sommes tous avec eux, qui gardent nos destinées sur les lignes de défense, et que nous persisterons dans la résolution de faire tous nos efforts et de consentir tous les sacrifices, pour arriver au but sacré du maintien de nos droits et de nos légitimes libertés.

—Un sous-marin allemand opère dans la baie de Fundy contre des bateaux de pêche et contre une goëlette.

ETATS-UNIS

—Les télégraphes et les téléphones sont, depuis le 1er août, sous le contrôle du Maître général des Postes, M. Burleson.

—Nouvelles avances de 100 millions à la France, de 9 millions à la Belgique et de 3 millions à la Serbie. Cela fait \$6,392,040,000 que la bourse du riche oncle Sam déverse dans les goussets des Alliés. Et, pendant ce temps, l'oncle Sam en personne aide magnifiquement à repousser le boche de la Marne à l'Oureq !

ANGLETERRE

—Fort heureusement, les grévistes des fabriques de munitions à Birmingham et Coventry se sont réconciliés avec la raison nationale et sont retournés à leurs outils.

—Nouveau crédits de guerre de 700 millions de livres sterling, pour d'hui à octobre. On calcule que l'Angleterre dépense de ce chef, \$34,930,000 par jour, ou \$1,455,000 par heure, et tout près de \$25,000 par minute. La dette nationale du Royaume-Uni est montée de \$3,225,000,000 à \$39,900,000,000.

C'est un denier fabuleux. Où donc l'Angleterre met-elle tout cet argent, s'il est vrai, comme le veut une insinuation anglophobe, qu'elle ne ferait sa part qu'en rechignant !

—Au nom des Dominions, Sir Robert Borden a présenté une adresse de fidélité au Roi, au trône "symbole visible de l'unité" impériale. Sa Majesté a répondu longuement, et fait ressortir "la grande cause, la cause de la liberté et de la justice, du progrès pacifique", pour laquelle nous combattons.

—D'après le dernier résumé des travaux de la Conférence impériale, on s'y est occupé de la démobilisation, des ressources en pétrole de l'Empire, de la naturalisation des aubains ennemis, de la question

indoue (les Indous pourront voyager dans les autres pays britanniques, mais dans un but de commerce ou d'études seulement), du projet d'une Cour d'Appel impériale, des matières premières industrielles dans l'Empire, et du transport.

Parlant à un lunch donné en son honneur, sir Robert Borden s'est déclaré satisfait des résultats importants de la Conférence. Il a insisté sur l'autonomie des Dominions.

—Condamnation à de fortes amendes de Sir Joseph Jonas, ancien lord-maire de Sheffield, et de Charles-Alfred Vernon, ancien employé au ministère des munitions, trouvés coupables d'avoir communiqué des renseignements à l'ennemi.

—Nouvelle lettre de lord Lansdowne sur la paix. Au gré de l'auteur, les Alliés n'auraient pas assez défini leurs buts de guerre, ils devraient accueillir les offres de conversation de l'Allemagne... Lord Lansdowne est obligé d'avouer cependant: "Plutôt que d'accepter une paix deshonorable, nous sommes tous prêts à combattre jusqu'au bout."

IRLANDE

—Rejet de la motion Dillon, à la Chambre des Communes, par un vote de 245 à 106.

M. Dillon aurait voulu que le règlement de la question d'Irlande fût référé au président Wilson. M. Edward Shortt, secrétaire d'Etat pour l'Irlande a prononcé un discours modéré. M. Asquith a objecté, avec raison, que la proposition du chef nationaliste équivalait à une abdication devant "un pays étranger quoique ami."

—Fin de la mission parmi les Irlandais des Etats-Unis de M. T. P. O'Connor, député et l'un des chefs nationalistes d'Irlande.

FRANCE

—Continuation du procès Malvy. Témoignages des anciens présidents du Conseil, Viviani, Ribot et Painlevé, lesquels, évidemment, n'ont pas incriminé leur ancien collègue tout-puissant. Témoignages de Leymarie, ancien chef de cabinet du ministre de l'Intérieur et condamné avec la bande du Bonnet Rouge, et d'une femme, Madame LeBrun, à qui un lieutenant allemand déclara un jour: "Nous avons dans le gouvernement français une personne qui nous a longtemps appartenu."

Malvy trouvé coupable de relations avec les ennemis, est condamné à cinq ans d'exil. (Dernière heure.)

—Les socialistes français dirigés par Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, ne sont pas contents eux non plus, des buts de guerre alliés, et notamment de la France. Ils demandent qu'on se jette immédiatement dans le panneau d'une ligue des nations et veulent tenir un congrès socialiste international. Ils protestent même contre l'intervention alliée en Russie.